



Cher Monsieur Durand,

J'ai bien reçu le texte que la CGT INRA adresse aux candidats à la députation, et je vous en remercie.

Etant donné la place de la recherche agronomique et de l'INRA dans la circonscription, je considère votre interpellation comme très sérieuse. Et cela d'autant que notre coalition, à laquelle je participe comme membre du PCF et pleinement impliqué dans la dynamique du Front de Gauche, situe l'agriculture comme un enjeu essentiel, au même titre que les questions liées à la formation et la recherche.

En effet, pour mettre en place la planification écologique qui est l'une des pièces maîtresses de notre programme, il faudra que les connaissances progressent, soient mieux partagées, que les innovations agronomiques soient en effet orientées en fonction de la place que nous souhaitons donner à l'humain dans notre projet de société. Cela suppose que le peuple puisse compter sur un service public de recherche agronomique indépendant des lobbies privés, sûr de la pérennité de ses programmes et serein dans sa recherche de vérité. L'INRA a vocation à trouver toute sa place dans ce mouvement.

Nous partageons avec vous l'analyse des cinq années passées en matière de recherche. Les structures mises en place - ANR, AERES,... - sont autant d'outils d'asservissement de la connaissance au profit des marchés. Il faut les supprimer, comme il faut abroger la LRU. De la même manière, il est urgent de mettre un terme à la politique d'individualisation des salaires et de compétition entre les travailleurs de la recherche dont les revenus sont scandaleusement inférieurs aux besoins. Nous soutenons la revendication d'un smic à 1700 euros et comme vous, nous pensons que la dette publique, mise en place par les marchés financiers à leur profit ne doit pas être le prétexte de mesures d'austérité qui étouffent la créativité.

Il est par ailleurs indispensable de redonner la parole aux chercheurs dans l'élaboration de leurs objectifs, en s'appuyant sur les grands organismes qui malgré le dénigrement systématique dont ils ont été victimes, ont placé la recherche française aux premiers rangs. Il faut aussi impulser de nouvelles méthodes de direction collégiale dans les organismes et en particulier à l'INRA.

Les fonds libérés par la disparition de l'ANR et autres institutions parasites nées de la répartition des crédits du « grand emprunt » devront être reversés aux organismes. Le crédit impôt recherche, tant vanté par les supplétifs du Medef au gouvernement, a été une vraie pompe à finances publiques pour les profits privés sans aucun contrôle de la finalité des fonds consentis. Nous pensons que la force publique doit contribuer à orienter

l'innovation, notamment pour la mise en place de très grands services publics de l'agriculture et de la forêt. Cela passe en premier lieu par la nationalisation de très grandes entreprises structurantes de secteurs agro-industriels et alimentaires privés. Il convient également de ramener les organismes coopératifs à leur fonction qu'ils ont désertés avec la financiarisation de plus en plus poussée de l'économie.

Plus généralement, la stratégie de développement et d'innovation industriels, cohérente avec la planification écologique, pourra mobiliser des fonds sous forme de crédits aux entreprises, mais ces crédits seront attribués selon des critères de développement socialement utile et sous le contrôle des élus et des représentants des salariés. Les relations entre l'industrie, l'agriculture et la recherche seront soumises à des critères stricts en matière de développement social et environnemental, critères débattus et respectant la diversité des situations locales tout en s'appuyant sur l'analyse globale des politiques agricoles et industrielles.

Il convient ainsi que les orientations de la recherche agronomique prennent bien plus sérieusement en compte les demandes des exploitants familiaux, des salariés agricoles, des ouvriers forestiers, des citoyens qui demandent une alimentation de qualité, sans les excès du marketing qui ruine la qualité des produits. Il faut faire vivre la rencontre des chercheurs et des citoyens et libérer la recherche de la quête effrénée de compétitivité.

Il est en particulier absolument nécessaire d'inscrire l'interdiction du brevetage du vivant en agriculture, notamment dans le domaine des semences végétales. Au-delà, il faut stopper la marchandisation des connaissances sous toutes ses formes. Il faut au contraire développer la coopération internationale au service des peuples par la diffusion libre et massive des connaissances.

Ces éléments feront partie des prochaines lois que nous porterons à l'assemblée nationale. La question de la génétique et de la maîtrise des semences par les agriculteurs et leurs coopératives étant fondamentale, nous interdirons la reconnaissance de la propriété intellectuelle par des brevets comme avec les OGM. En l'état des connaissances, le moratoire sur la culture des OGM devra être maintenu. Les innovations variétales ne feront l'objet de développement industriel que si le progrès économique, écologique sont avérés et s'ils répondent à une demande sociale réelle. Il faudra redonner aux structures en charge de ces questions (GEVES, CTPS...) tous les moyens pour assurer le sérieux de leur expertise et l'indépendance de leurs décisions.

Mieux comprendre l'agriculture dans son environnement économique et écologique requiert une impulsion nouvelle : il faudra créer des postes, non seulement pour titulariser l'ensemble des précaires actuellement employés à l'INRA dans les laboratoires, mais aussi pour développer des secteurs aujourd'hui négligés dont la priorité sera établie avec les chercheurs.

Vous savez par ailleurs que le front de gauche, engagé depuis sa naissance auprès des luttes sociales pour la sécurité sociale, les retraites, contre la RGPP, soutient vos

revendications. De bonnes conditions de travail et un traitement digne des salariés de la recherche, c'est la condition du développement de recherches de pointe.

Mais au-delà des conditions d'exercice de la recherche pour toutes les catégories impliquées, je considère que c'est aussi dans le tissu industriel et dans les organisations professionnelles agricoles qu'il conviendra de donner beaucoup plus de droits aux salariés et aux sociétaires. C'est là en définitive que se jouera selon nous la production d'objectifs partagés et socialement utiles pour la recherche appliquée et notamment celle qui est aussi menée à l'INRA. C'est ainsi que nos propositions de démocratie économique et sociale contribuent aussi à libérer la recherche du capital qui l'asservit.

Je me permets enfin, en tant que candidat aux élections pour la 3ème circonscription de la Vienne, de vous dire toute l'attention que je porte au centre de Lusignan. En vous coordonnant à l'ensemble du dispositif national de recherche publique, et tout d'abord avec les forces dont vous disposez dans la région - à Surgères Chizé (auprès du CNRS) et Saint Laurent de la Pré -, vous travaillez sur des éléments clefs de l'ensemble des systèmes de production animale, de la génétique porcine à l'amélioration génétique des plantes fourragères, en passant par la zoologie et l'analyse des cycles du carbone et de l'eau dans les agro-écosystèmes. Vous êtes en capacité d'innover dans les systèmes de production pour les rendre plus efficaces écologiquement, et mieux compatibles avec les besoins humains. Il faut absolument que ce centre soit mieux reconnu, d'autant que les recherches qu'il conduit sur la prairie sont uniques en France. Or, le rôle de la prairie et de l'élevage dans l'équilibre écologique et social des territoires est crucial. Il est tout à fait anormal que les moyens dont vous disposez ne soient pas à la hauteur. Il n'est pas normal que les équipes administratives restent incomplètes, sans même que leur directeur ne soit nommé. La réduction des effectifs de techniciens met à mal vos capacités expérimentales. Cela est dommageable notamment pour la pérennité et la qualité des mesures recueillies sur le dispositif d'étude de l'impact des prairies en polyculture élevage sur les sols, l'eau, l'air et la biodiversité.

Cette réponse ne se veut pas définitive et je veux croire que nous aurons d'autres occasions d'échanger, tant le front de gauche se veut force de proposition mais aussi souhaite mettre en pratique d'une nouvelle façon d'élaborer les propositions.

Bien sincèrement,

Samuel Bougrier,

Candidat du Front de Gauche (PCF) pour la 3eme Circonscription de la Vienne.